

La post-démocratie autoritaire, la Grèce et l'UE : l'euro, la souveraineté, l'État comme enjeu de la stratégie de la gauche

mardi 2 février 2016, par [SOTIRIS Panagiotis](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2015).

Dans ce texte, Panagiotis Sotiris revient sur la crise et les luttes sociales en Grèce, en analysant la confrontation entre mouvements populaires et État grec comme la matérialisation de stratégies de classe. Il propose de construire une nouvelle forme de souveraineté populaire, qui rompe avec le cadre légal et institutionnel de l'appareil étatique actuel.

Il s'agit de la version complète de l'intervention au débat organisé par le collectif Penser l'émancipation le 2 Avril à l'EHESS en présence de Frédéric Lordon [vidéo en ligne].

Sommaire

- [1. La Grèce à la croisée \(...\)](#)
- [2. La contre-attaque néolibéra](#)
- [3. L'euro comme nationalisme](#)
- [4. La question de l'État](#)
- [Conclusion](#)

Introduction

L'arrivée de SYRIZA au pouvoir, c'est-à-dire la première fois qu'un parti de la Gauche non social-démocrate arrive au pouvoir dans un gouvernement où la gauche ne représente pas l'aile minoritaire d'une coalition est, de toute façon, un événement historique, l'ouverture d'une nouvelle phase historique, un message d'espoir tout à fait indispensable pour toutes les classes subalternes en Europe. En même temps, cette conjoncture spécifique pose des enjeux cruciaux pour la stratégie et la pratique politique de la gauche radicale, en particulier en ce qui concerne la relation avec le « projet de d'Intégration européenne », la stratégie vis-à-vis des appareils étatiques et l'internationalisme. Dans ce texte je m'occuperai des questions suivantes : a) le séisme électoral grec comme résultat d'une profonde crise politique et d'une séquence exceptionnelle des luttes sociales et politiques, b) l'offensive néolibérale et disciplinaire des institutions européennes, c) la récupération de la souveraineté populaire comme moment nécessaire d'un nouvel internationalisme, d) la nécessité d'une confrontation avec l'État comme matérialisation des stratégies de classe.

1. La Grèce à la croisée des chemins : crise d'hégémonie et luttes sociales

Cette avancée fut le résultat d'une séquence historique sans précédent. Nous avons eu à traverser la crise la plus profonde d'un modèle de croissance et de développement qui manifeste les contradictions insurmontables de la version européenne du néolibéralisme et de l'euro comme monnaie unique : une combinaison de dette incontrôlable, de perte de compétitivité, d'érosion constante de la base productive, d'un consumérisme autodestructeur basé sur la hausse brutale du niveau d'endettement privé [1].

Malgré la rhétorique sur la crise Grecque comme « situation exceptionnelle », la crise de 2009 en Grèce n'était pas l'échec de la version « périphérique » du « projet européen », c'était son « succès », c'était sa « vérité ». La réponse à cette crise profonde du néolibéralisme en Europe a été de transformer la Grèce en terrain de la plus grande expérimentation sur la possibilité d'imposer, de manière extrêmement violente, un régime d'accumulation capitaliste basé sur l'élimination de tous les acquis sociaux et de tous les droits syndicaux, sur la dérégulation totale du marché de travail, sur la privatisation complète de l'infrastructure sociale, des ressources naturelles et de l'espace public, et sur un transfert considérable des revenus vers le capital financier. Cette réponse a aussi été un terrain d'essai de la post-démocratie autoritaire européenne, en particulier dans le cas du premier coup d'État postmoderne européen qu'a représenté le gouvernement Papadémou, l'ex-chef de la Banque de Grèce [2].

Le résultat fut un désastre sociale qui ne peut être comparé qu'avec les conséquences de la Seconde Guerre Mondiale : Une diminution de PNB de presque 25%, un taux de chômage qui, fin 2013, était à 27% et qui dépasse aujourd'hui encore les 25%, une fuite massive de jeunes diplômé(e)s face à un taux de chômage des jeunes qui est resté à plus de 50%, une détérioration de tous les indices de santé publique [3].

Mais le séisme électoral grec n'est pas seulement la conséquence d'une crise sociale. Celle-ci fut surdéterminée par une séquence presque insurrectionnelle de luttes sociales, incluant des formes originales de protestation politique comme les rassemblements dans les places, qui a créé de nouvelles formes d'unité entre les classes subalternes, a donné un sens antagoniste et radical au peuple comme sujet collectif de résistance, a rendu tangible la possibilité d'un nouveau « bloc historique » des forces du travail, de la culture, et du savoir. C'est cette séquence exceptionnelle qui peut expliquer l'intensité de la crise d'hégémonie et l'amplitude des déplacements des rapports de représentation et de ce décalage impressionnant entre le système politique et les aspirations de classes subalternes. C'est ici qu'on peut trouver les racines de la victoire de la gauche grecque.

2. La contre-attaque néolibérale et disciplinaire de l'Union européenne

Mais cet espoir est maintenant menacé par la perspective d'une défaite humiliante, qui sera un message de désespoir. On observe chaque jour de nouvelles formes d'extorsion cynique du gouvernement grec, sous la menace d'une asphyxie fiscale, à cause de la dépendance de la Grèce vis-à-vis des injections de crédit et de liquidité, mais aussi en raison du coût énorme des dettes déjà accumulées envers l'UE et le FMI. Chaque jour ne passe sans que les autres membres de l'UE requièrent imposer de nouvelles mesures d'austérité et « réformes structurelles », c'est-à-dire la restructuration capitaliste et néolibérale. On ne peut pas non plus ignorer le calcul politique consistant à mener à tout prix le gouvernement grec vers la capitulation, une défaite visant à « envoyer le message » qu'il est impossible d'échapper à l'« état d'exception permanent » néolibéral, qui est devenu la norme européenne.

Si cette défaite a lieu, elle sera le résultat d'une incapacité de la part de la gauche grecque, et en particulier du groupe dirigeant de SYRIZA, de se confronter à la question du pouvoir et de la souveraineté au niveau national, au niveau international et en particulier à l'intersection entre ces deux niveaux. Ces développements importants n'ont pas été accompagnés d'un débat sérieux sur la question de l'État et sur la question de ce qu'il faudrait « faire » du cadre international dans lequel se trouve le nouveau gouvernement grec.

En ce qui concerne le contexte international, vous connaissez bien la situation. Le gouvernement grec est la cible d'une attaque extrême de la part de l'Union européenne. À l'issue d'une élection où l'électorat avait tout bonnement rejeté l'austérité et les réformes néolibérales, les institutions de l'Union européenne essaient d'étouffer financièrement la société grecque pour continuer la même politique. Les institutions européennes utilisent la dépendance budgétaire de la Grèce, qui ne peut continuer à financer les services publics, les salaires et les retraites, payer sa dette envers le FMI et la BCE, sans utiliser des fonds européens et en particulier les injections de liquidité de la part de la BCE. Le but des « institutions » est de faire la preuve qu'aucun pays ne peut échapper à la politique d'austérité et de l'obsession néolibérale dictée par l'Union européenne. Ce que les représentants de l'Union européenne veulent notamment imposer ce n'est pas seulement une adhésion aux politiques néolibérales ou sociales-libérales mais, plutôt, la mise en place d'une forme de surveillance disciplinaire constante, un processus d'évaluation, avec des critères ultralibéraux, de tous les choix politiques du gouvernement grec, avec l'autorisation de bloquer les mesures qu'ils considèrent comme une violation de l'orthodoxie néolibérale. C'est exactement cette version de la souveraineté réduite et limitée que les institutions européennes veulent imposer au nouveau gouvernement. L'aspect déterminant ne concerne pas les mesures particulières mais le mécanisme d'imposition, « ad infinitum », des politiques néolibérales. En ce sens, il faut noter que cette contre-offensive disciplinaire ne prendra pas nécessairement la forme d'une grande confrontation ultime, d'une heure de vérité où « tout va se jouer » - la rupture ou la capitulation définitive. On peut aussi s'attendre à une répétition de cycles où le gouvernement sera dans l'impasse, subira des pressions, et engagera de nouvelles concessions et de nouveaux compromis, inventera de nouvelles « solutions » provisoires, pour « gagner du temps ».

C'est exactement à travers ce mécanisme pervers combinant une forme de souveraineté cédée et limitée, en particulier en ce qui concerne les politiques sociales, et l'imposition d'un régime consacrant l'échange inégal entre cœur et périphérie de la zone euro - qui trouve sa manifestation la plus agressive dans la négation de la souveraineté monétaire - que l'Union européenne est devenue l'exemple le plus brutal d'expérimentation non seulement avec les politiques économiques néolibérales, mais aussi avec les formes les plus avancées de post-démocratie disciplinaire et autoritaire.

L'évolution de formes de gouvernance européenne représente une vaste expérimentation de cette souveraineté limitée, de cette nouvelle forme de surveillance et d'imposition violente d'un modèle social ultralibéral. L'Union européenne, accompagnée par le FMI, a été prête à verser des centaines de milliards d'euros à condition que la Grèce applique des « réformes », c'est-à-dire accepte la destruction de toute l'infrastructure sociale, et mette en œuvre un changement brutal du rapport de forces en faveur du patronat et des forces de capital. C'est exactement cela qui est en cours aujourd'hui, dans la négociation du gouvernement grec avec les « Institutions », c'est-à-dire l'infâme Troïka. Cette pratique prédatrice de l'Union européenne n'est pas du ressort de l'exception. Comme « état d'exception permanent » c'est le fonctionnement « normal » de l'Europe. En ce sens on peut parler, comme Cédric Durand et Razmig Keucheyan, d'un « césarisme bureaucratique », « un césarisme non pas militaire, mais financier et bureaucratique [4] », qui représente la « crise organique » des stratégies bourgeoises et de la construction européenne, pour la simple raison que la stratégie bourgeoise néolibérale n'a jamais abouti à construire un « bloc historique ». Il est

également intéressant de souligner l'observation de Durand et Keucheyan sur le fait que l'hégémonie contemporaine de la finance représente exactement ce « pseudo-bloc historique ». Quand les marchés deviennent la forme dominante des rapports et de cohésion au niveau européen, le bureaucratisme autoritaire et punitif devient la seule forme de gouvernance possible.

« Dans un contexte d'insatisfaction matérielle croissante des peuples européennes et de détérioration de la gouvernabilité des appareils d'État nationaux, l'incapacité du projet européenne à générer du consentement a conduit au passage au second plan des institutions démocratiques nationales et continentales. L'émergence d'un césarisme bureaucratique est la seule stratégie dont disposent les élites au du continent pour maintenir leur domination » [5].

Ce processus est profondément, fondamentalement autoritaire et antidémocratique. La déclaration de Jean-Claude Juncker selon laquelle « il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens [6] » est une manifestation de ce cynisme anti-démocratique enraciné dans le tissu institutionnel du processus d'Intégration européenne [7].

La démocratie ce n'est pas la « délibération », ni la « consultation », ni la « négociation », ni les « groupes de pression » et le « lobbying » obstiné (30.000 employé(e)s de la Commission européenne et 30.000 « lobbyistes » à Bruxelles), qui sont les aspects supposés « démocratiques » de la construction européenne. La démocratie signifie la capacité d'une volonté collective des classes subalternes d'imposer leurs exigences politiques et sociales. Cette possibilité est récusée dans le cadre européen. L'Europe « intégrée » ne peut pas être démocratique et le retour de la démocratie en Europe nécessite la rupture avec le processus d'intégration européenne.

3. L'euro comme nationalisme du capital et la nécessité de la récupération de la souveraineté populaire

La rupture avec cette normalité européenne, la rupture avec l'architecture monétaire, financière et institutionnelle de la zone euro et la désobéissance aux traités européens deviennent aujourd'hui la condition nécessaire pour une sortie progressive et démocratique de la crise et pour l'ouverture de nouvelles voies socialistes en Europe. Et pour prendre l'exemple de l'euro : la sortie de la zone euro n'est pas une question technique ou un choix entre options monétaires. L'avantage d'un retour à la monnaie nationale n'est pas seulement la protection contre le dumping social généralisé et l'inégalité structurelle au sein de la zone-euro. C'est d'abord la récupération d'un contrôle démocratique sur la politique économique et sociale et la libération nécessaire de toutes les contraintes et les formes d'intervention inscrites dans le cadre des traités européens et des régulations concernant la gouvernance économique européenne.

En ce sens, il faut dire qu'aujourd'hui la question de la souveraineté devient un enjeu de classe, une question autour de laquelle se condensent les stratégies antagonistes de classe. On a besoin d'une souveraineté démocratique et populaire, en tant que récupération d'un contrôle démocratique et social contre la violence systémique du capital internationalisé. On connaît bien les problèmes associés à la notion de souveraineté, en particulier dans son association avec le nationalisme, le racisme, le colonialisme. Je peux comprendre les craintes d'une confusion entre une démarche et une revendication démocratiques et les problèmes, par exemple, avec le rapport en France entre une forme de souveraineté républicaine et le colonialisme, ainsi que le racisme actuel de l'État français. Mais on parle d'une souveraineté fondée sur une alliance sociale différente de celle du « souverainisme » bourgeois : on parle ici d'une alliance des forces populaires, une alliance basée sur la condition commune des classes subalternes, sur la solidarité et la lutte commune. Comme Frédéric Lordon le soulignait : « Démocratie, souveraineté populaire : une seule et même idée, qui

est celle de la maîtrise par une communauté de son propre destin [8] ».

En ce sens la récupération de souveraineté est la condition d'un changement profond dans le rapport de forces, et représente cet effort collectif et émancipateur vers une autre voie, un récit alternatif qui pointe vers une société basée sur l'hégémonie potentielle des classes travailleuses.

Et le nationalisme ? Que faire du nationalisme et de l'identification historique entre la souveraineté dans le cadre de l'État-nation moderne et le nationalisme ? Je voudrais insister qu'on peut avoir une conception politique ou plutôt politiquement performative de la nation. En ce sens, la nation n'est pas la « communauté imaginaire du 'sang commun' » c'est l'unité dans la lutte de classes subalternes, l'unité de tous et toutes qui partagent les mêmes problèmes, la même misère, le même espoir, les mêmes luttes. La nation n'est pas l'origine commune, c'est la situation et la perspective communes. C'est une conception antagoniste de la nation qui demande aussi un processus de « décolonisation » de la nation, reconnaître les conséquences du colonialisme et du racisme d'État, la lutte contre toutes formes de racisme au sein d'une alliance potentielle de classes subalternes.

L'insistance de Gramsci sur l'importance d'élaborer la volonté national-populaire comme élément d'une stratégie pour l'hégémonie est à ce propos tout à fait exemplaire. Pour Gramsci « Le Prince moderne doit et ne peut pas ne pas être le champion et l'organisateur d'une réforme intellectuelle et morale, ce qui signifie créer le terrain pour un développement ultérieur de la volonté collective national-populaire vers la réalisation d'une forme supérieure et totale de civilisation moderne [9] ». En ce sens, l'élaboration d'une alliance de classes subalternes comme redéfinition de l'élément national-populaire, est en réalité une opposition au nationalisme bourgeois :

« Le nationalisme du type français est dans l'histoire italienne une excroissance anachronique, propre à des gens qui ont la tête tournée vers l'arrière comme les damnés dantesques. La »mission« du peuple italien consiste à reprendre le cosmopolitisme romain et médiéval, mais sous la forme la plus moderne et la plus avancée. Nation prolétaire disait Pascoli : soit prolétaire, en tant que nation parce qu'elle a été l'armée de réserve des capitalismes étrangers, parce qu'elle a fourni, comme les peuples slaves, des ouvriers au monde entier. C'est justement pour cette raison qu'elle doit s'insérer dans le moderne front de lutte pour réorganiser le monde, et même le monde non italien, qu'elle a contribué à créer par son travail. » [10]

Frédéric Lordon, pour sa part, nous offre une description suffisamment provocatrice de cette conception transformée et émancipatrice de la nation, de ce qu'il appelle le nouveau paysage de la nation :

« Car voilà le nouveau paysage de la nationalité : Bernard Arnault ? Pas français. Cahuzac ? Pas français. Johnny et Depardieu qui se baladent dans le monde comme dans un self-service à passeports ? Pas français. Les Mamadou et les Mohammed qui triment dans des ateliers à sueur, font les boulots que personne d'autre ne veut faire, et payent leurs impôts sont mille fois plus français que cette race des seigneurs. Le sang bleu évadé fiscal, dehors ! Passeport et bienvenue à tous les basanés installés sur le territoire, qui, eux contribuent deux fois, par leur travail et par leurs impôts, à la vie collective, double contribution qui donne son unique critère à l'appartenance de ce qui, oui !, continue de s'appeler une nation [11] »

Je crois qu'on a ici la possibilité de repenser les questions dites de l'« identité » et aussi une réponse au racisme institutionnalisé des États européens.

Et cela nous pose la question de l'internationalisme. Je voudrais souligner qu'un des problèmes les plus importants, un des signes de la crise profonde de la gauche européenne c'est l'acceptation

fataliste de l'Intégration européenne. L'acceptation fataliste du processus d'Intégration européenne comme un développement inévitable, est, en réalité, un signe de défaite face à l'offensive néolibérale. Les accusations de social-chauvinisme à toutes celles et tous ceux qui insistent sur la rupture avec le projet européen, la stigmatisation de toute défense de la souveraineté populaire comme une attitude « nationaliste », la diabolisation du rejet de l'euro comme monnaie unique, tous pointent dans la même direction : une confusion entre l'internationalisme ouvrier ou populaire et le nationalisme du capital.

L'Intégration européenne n'est pas la forme perverse d'un cosmopolitisme ou internationalisme, c'est le nationalisme actuel du capital. L'euro c'est le nationalisme du capital, la récupération de la souveraineté monétaire est une forme d'internationalisme populaire.

Et ce n'est pas par hasard que l'Union européenne, tandis qu'elle attaque toutes les formes de souveraineté qui peuvent être essentielles à la défense des acquis sociaux, des droits syndicaux et des services publics, peut en même temps s'accommoder de toutes les formes de nationalisme, de l'exclusion massive et meurtrière des réfugié(e)s et des migrant(e)s, de toutes les formes de discriminations au niveau national. Dans l'Union européenne le problème n'est pas le « défi démocratique » c'est le vide démocratique. C'est un « fédéralisme autoritaire » sans légitimité démocratique, un constitutionnalisme néolibéral sans aucune forme de pouvoir constituant distinct des intérêts du patronat.

On sait qu'il y a des partisans même dans la gauche radicale d'une forme de fédéralisme démocratique. Toni Negri et Raúl Sánchez Cedillo ont lancé un appel il y a quelques semaines, dans lequel ils reconnaissent la perte de souveraineté dans le cadre européen, et affirmaient dès lors que la seule solution, c'était un fédéralisme démocratique qui transformerait l'Europe en un contre-pouvoir face à l'Atlantisme et au néolibéralisme [12]. D'ailleurs, le problème est que dès le début de ce processus d'intégration le fédéralisme représentait exactement la méfiance des élites économiques et politiques européennes envers la souveraineté populaire. Comme Cédric Durand l'a souligné, c'était Hayek lui-même qui considérait le fédéralisme comme une restriction des formes d'intervention de la part des couches populaires.

Il est donc nécessaire de parler d'un nouvel internationalisme, qui commence par la rupture avec les institutions de l'intégration européenne. Aujourd'hui être internationaliste signifie de mener l'effort collectif pour rompre avec la construction européenne, pour récupérer la souveraineté populaire, pour ouvrir une nouvelle voie basée sur la lutte et l'intelligence collective des classes subalternes. Ce processus de rupture, ce n'est pas le nationalisme ni le chauvinisme, c'est le retour de la démocratie en Europe, c'est la possibilité de repenser la coopération et la solidarité internationales en termes de bénéfice mutuels.

L'intégration transnationale capitaliste, dont l'UE est l'exemple le plus avancé au niveau global, n'exclut pas l'antagonisme politique et social, les confrontations politiques, les interventions impérialistes, la guerre. La contribution importante des théories marxistes classiques de l'impérialisme était l'insistance sur le fait que le comportement international des États est déterminé en dernière instance par les rapports sociaux au sein de chaque formation sociale. L'impérialisme, l'agression, l'antagonisme, sont des expressions des rapports capitalistes, en particulier dans des conjonctures de contre-offensive capitaliste. Alors la paix et la coopération sont dépendantes, en dernière instance, du rapport de force de classe et de la configuration sociale et politique dans chaque formation sociale. Chaque coup contre l'UE aujourd'hui, chaque « maillon » qui rompt avec la chaîne, est une étape vers une Europe plus démocratique.

4. La question de l'État

Mais tout dépend de la question de pouvoir, de la question de l'État. Dans la théorie et la politique marxistes il y a toujours eu une certaine ambivalence. D'une part nous connaissons tous les références à la nécessité de la destruction de l'État, d'un processus de dépérissement de l'État, d'une conception de l'émancipation comme libération de l'État. C'est une rupture avec toute la tradition de la philosophie politique de la Modernité, dans laquelle l'État est l'instance qui garantit la justice et la rationalité du monde social.

D'autre part, on trouve aussi dans la tradition marxiste une prise en compte de l'importance du pouvoir étatique pour commencer un processus de changement social, d'un pouvoir même despotique comme soulignait Marx dans le Manifeste où il parlait d'une « violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production », de la nécessité d'utiliser la « suprématie politique » du prolétariat pour « pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État », même s'il définissait l'État comme « le prolétariat organisé en classe dominante [13] ».

Comme solution à cette bifurcation entre un anti-étatisme profond et la nécessité d'utiliser le pouvoir étatique, c'était Marx lui-même qui insistait sur le fait que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte ». Étienne Balibar avait souligné cette phrase comme une forme de rectification du Manifeste et comme indicatrice de la nécessité d'une nouvelle pratique de la politique. Pour Balibar,

1. La première condition, c'est l'existence, au côté de l'appareil d'État, d'organisations politiques d'un type nouveau, des organisations politiques de masse, des organisations politiques de travailleurs, qui contrôlent l'appareil d'État et se le soumettent, y compris sous sa forme nouvelle. [...]

2. Mais la deuxième condition est encore plus importante, car elle conditionne la précédente : c'est la pénétration de la pratique politique dans la sphère du « travail », de la production. En d'autres termes, la fin de la séparation absolue, développée par le capitalisme lui-même, entre « politique » et « économie ». Non pas au sens d'une « politique économique », ce qui n'a rien de nouveau, ni même seulement par le transfert du pouvoir politique aux travailleurs, mais pour qu'ils puissent l'exercer en tant que travailleurs, et sans cesser de l'autre, le transfert, dans la sphère de la production, de toute une partie de la pratique politique [14].

Aujourd'hui nous sommes face à une transformation profonde, une mutation des formes étatiques dans le capitalisme contemporain. Malgré le discours « anti-étatique » du néolibéralisme et les politiques de privatisation et de dérégulation, l'ampleur des formes d'interventions étatiques a augmenté. L'émergence de nouveaux marchés en particulier dans l'énergie, les infrastructures, et les services publics comme l'éducation ou la santé s'est accompagnée de nouvelles agences de régulation, d'accréditation, de « concurrence » régulée, de revenus garantis pour les entreprises privées. Dans le même temps, on a pu observer l'ascension impressionnante des appareils d'État répressifs, avec la création d'un État parallèle de surveillance et des « opérations noires » antiterroristes. Mais le changement le plus profond fut l'internalisation de stratégies capitalistes dans le tissu institutionnel de l'État, déjà entrevue par Poulantzas, comme élément d'une tendance générale au déplacement au sein des appareils d'État qui rendent l'exécutif beaucoup plus important face au pouvoir législatif : c'est là l'aspect principal de ce que Poulantzas lui-même avait désigné comme « étatisme autoritaire [15] ». Il en résulte un renforcement des centres de décision contre toutes les formes d'intervention des mouvements populaires : « l'étatisme autoritaire réside aussi dans la mise en place de tout un dispositif institutionnel préventif, face à la montée des luttes populaires [16] ». Par conséquent :

« La prise en compte dans l'élaboration de la politique étatique de certaines revendications populaires devient ainsi de plus en plus aléatoire, non seulement en raison des intérêts du capital monopoliste que ses modifications favorisent, mais aussi parce que cet appareil administratif est matériellement organisé de façon à exclure de son champ de perception les besoins populaires. Mais il y a plus : le déplacement irrépessible du centre de gravité vers la bureaucratie d'État implique inmanquablement, par sa logique propre et au-delà même des projets gouvernementaux, une restriction considérable des libertés politiques, appréciables précisément comme contrôle public de l'activité étatique [17]. »

Le processus d'Intégration européenne peut être considéré comme un point haut de cette tendance. La bureaucratie de la Commission européenne, avec ses pouvoirs de surveillance, de blocage, de veto, de négation de financement, et d'intervention, ses relations avec des centres autonomes au sein des États-membres, comme dans le cas de Banques Centrales autonomes ou des « Autorités indépendantes », représente exactement cette tendance. On peut voir cet aspect comme une manifestation au niveau européen de ce que Poulantzas décrivait déjà comme le nouveau rôle stratégique de la bureaucratie d'État :

« L'administration n'est plus l'appareil qui, avec plus ou moins d'initiative ou de résistances, était principalement chargé de l'exécution de la politique. La bureaucratie d'État, sous l'autorité des sommets de l'exécutif, devient non seulement le lieu, mais aussi l'acteur principal de l'élaboration de la politique étatique. Il ne s'agit plus d'un établissement des compromis politiques sur la scène parlementaire, c'est-à-dire d'une élaboration de la politique publique des intérêts hégémoniques sous la forme de l'intérêt national. Les divers intérêts économiques sont désormais directement présents, transcrits tels quels au sein de l'administration [18]. »

Par conséquent, il est impossible de simplement utiliser l'État, les appareils d'État existants, comme un instrument neutre. L'affirmation que l'État n'est pas un instrument mais une condensation matérielle d'un rapport de forces entre les classes, sur laquelle Poulantzas insistait, ne signifie pas qu'un simple changement de rapport de forces électoral puisse changer le rôle et la fonction des appareils de l'État. On peut aussi décrire l'État comme une condensation et une matérialisation des stratégies de classes. En ce sens, on peut dire que, dans le cas d'un gouvernement d'un parti qui n'est pas un « parti d'État », un parti systémique, il peut exister (et c'est le plus probable) une contradiction et un antagonisme entre la volonté politique et sa capacité d'imposer des choix d'une part, et d'autre part la stratégie inscrite au sein des appareils de l'État. On en a vu la forme la plus agressive, et aussi la plus tragique, dans le cas du gouvernement Allende. Mais on a aussi vu la possibilité d'un « coup d'État » plus lent, et plus silencieux qui jour par jour mène aux reculs et aux compromis.

Presque 40 ans sont passés depuis le dernier débat sérieux sur la stratégie de la gauche face à l'État et au pouvoir gouvernemental. Dans les années 1970, avec l'optimisme suscité par des gouvernements de gauche comme première étape d'une voie démocratique pour le socialisme, ce débat était important, même s'il fut incomplet et inachevé [19]. Et c'était Althusser à cette époque-là qu'insistait sur la l'excès de force que détient la classe dominante.

« La résultante relativement stable (et reproduite dans la stabilité par l'État) de cet affrontement de forces (rapport de force est une notion comptable car statique) est effectivement que ce qui compte, c'est l'excès de force conflictuel, réel ou potentiel, qui constitue l'énergie A, laquelle va être transformée en pouvoir par la machine d'État : transformée en droit, en lois, et en normes [20]. »

Et on peut ajouter : en obstacles réels contre tout effort pour une politique radicale. Par conséquent, la question de la transformation de l'État par rapport aux exigences de nouvelles formes de souveraineté populaire ne peut pas être conçue comme une « démocratisation » de l'État actuel -

comme disait Althusser, « ce n'est pas ajouter l'adjectif »démocratique« à chaque appareil d'État existant [21] ». Cette transformation doit être conçue comme le résultat d'un « processus constituant » au-delà de l'acquis institutionnel des classes dominantes en s'appuyant, dans le processus d'élaboration d'une nouvelle constitution, sur les initiatives et les propositions des mouvements. Avec de nouvelles formes de participation démocratique à tous les niveaux, avec l'introduction des nouvelles formes de contrôle social, avec la reconnaissance des pratiques d'autogestion, avec l'imposition des limites aux droits de propriété, avec des nouvelles formes de contrôle démocratique et de transparence en ce qui concerne les appareils répressifs [22].

Et c'est pourquoi on peut dire qu'un des problèmes avec le gouvernement de SYRIZA c'est exactement ce manque de volonté d'initier un processus de transformation institutionnelle. En revanche, ce qu'on peut observer c'est l'acceptation, comme limite absolue, de la légalité actuelle, y compris la légalité européenne, et le recyclage des cadres venant des partis systémiques et en particulier du PASOK.

Tandis que cette transformation profonde du tissu institutionnel de l'État est tout à fait indispensable elle n'est en même temps pas suffisante. Face à l'excès de force des classes dominantes déjà inscrite dans la matérialité de l'État contemporain, on a besoin d'un excès de force des classes subalternes. L'existence de mouvements autonomes et radicaux, le refus de toute « étatisation » des mouvements, l'expansion des formes autonomes d'organisation populaire et des « contre-institutions » de (contre)pouvoir populaire, sont plus que nécessaires face à un gouvernement de gauche, même si, comme signalait Poulantzas, cela signifie aussi une « tension irréductible entre les partis ouvriers et les mouvements sociaux » comme une « condition nécessaire de la dynamique d'une transition au socialisme démocratique [23] ». Althusser, en 1978, dans une interview avec Rossana Rossanda, faisant allusion au grand débat au sein de la gauche communiste européenne sur le thème d'un gouvernement potentiel de la gauche, soulignait que « le fait que la lutte des classes (bourgeoise et prolétarienne) a l'État pour enjeu (*hic et nunc*) ne signifie nullement que la politique doive se définir par rapport à l'État [24] ». C'est exactement cette nouvelle pratique de la politique, dont parlait Althusser, qui reste jusqu'à nos jours un des plus grands enjeux pour la gauche. On peut aussi la formuler comme la question : quelle pratique de la politique pour une nouvelle forme de souveraineté populaire ? C'est aussi la question d'une nouvelle relation entre les partis de gauche et l'État, ce qu'Althusser désignait comme la thèse que même si les partis de la gauche arrivent au pouvoir gouvernemental, ils ne peuvent pas être de « partis de gouvernement tout court [25] », mais doivent avoir une « toute autre 'pratique politique [26] » que les partis bourgeois.

C'est exactement cette nouvelle pratique de la politique avec un programme de ruptures, une conception radicale de la souveraineté populaire et aussi le déclenchement des expérimentations avec un nouveau paradigme de croissance (ou de « dé-croissance ») basé sur les expériences de luttes collectives et l'intelligence collective, combiné avec des formes de politisation de masse, d'une nouvelle intellectualité politique de masse, qui peut transformer les dynamiques actuelles et les alliances des classes en un nouveau « bloc historique [27] ».

Conclusion

Est-ce que j'ai fait ce détour théorique seulement pour démontrer l'impossibilité d'un changement en Grèce ou l'incapacité de SYRIZA à diriger, dans le sens que Gramsci donnait à ce terme, un processus de formation d'un nouveau « bloc historique » ? Non. J'ai parlé au nom de la possibilité ouverte par un mouvement sans précédent, au nom du potentiel de transformer la Grèce en premier « maillon faible » de l'Union européenne, au nom de la potentialité d'une autre voie, d'un autre

paradigme pour la société grecque. Pour une stratégie de ruptures avec la dette, l'euro, l'UE. Pour un mouvement fort et militant. Pour une dialectique entre gouvernement et mobilisation populaire. Pour éviter la défaite et l'humiliation. Pour donner un exemple nécessaire pour tous les mouvements en Europe et créer, pour utiliser de terminologie spinozienne, de nouvelles notions communes de lutte effective. Pour la gauche radicale grecque le défi n'est pas simplement – et pas principalement – d'être une « opposition de gauche » à Syriza, bien que cela soit très utile dans un paysage politique où toute opposition à Syriza vient de la droite. Le défi est d'élaborer une alternative de gauche, transformer la stratégie de rupture et de récupération démocratique de la souveraineté en pratique politique et expérimentation quotidiennes, en proposant, contre l'utopie d'une gestion progressiste de la configuration politique et sociale actuelle, la nécessité urgente d'une nouvelle dialectique entre gouvernance radicale et mobilisation de masse.

J'ai commencé cette présentation en parlant de l'espoir. On sait que pour Spinoza l'espoir et la peur ne peuvent pas être en soi de bons affects [28]. Peut-être est-ce la voie qu'on doit suivre. Au-delà de l'espoir comme investissement sur la possibilité d'avoir des résultats concrets en faisant simplement appel aux exigences morales face au cynisme des élites européennes. Mais aussi au delà de la peur que la rupture soit impossible et irrationnelle. Avec la force, la fermeté et la générosité [29], la rationalité et l'intelligence d'un peuple en lutte pour créer un nouveau futur !

Panagiotis Sotiris

P.-S.

* « Grèce : l'euro, la souveraineté, l'État comme enjeu de la stratégie de la gauche ». Contretemps-web. 01/05/2015 - 00:46 :

<http://www.contretemps.eu/interventions/gr%C3%A8ce-euro-souverainet%C3%A9-%C3%A9tat-comme-enjeu-strat%C3%A9gie-gauche>

* Nos [Contretemps-web] contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

Notes

[1] Comme Stathis Kouvelakis le souligne l'introduction de l'euro « a accéléré la financiarisation des économies, la formation de 'bulles' de toutes sortes dans la périphérie (en particulier dans l'immobilier, les banques et la consommation privée reposant sur le crédit) répondant aux exportations records et aux gigantesques flux de crédit en provenance des pays de centre » (Stathis Kouvelakis, « La fin de l'europhobie », dans Cédric Durand (dir.), En finir avec l'Europe, Paris : La fabrique, 2013., pp. 53-54).

[2] Sur le concept de la post-démocratie voir Colin Crouch, Post-Democracy, Londres : Polity, 2004.

[3] Sur les conséquences de l'austérité en Grèce voir Noëlle Burgi (dir.), La grande régression. La Grèce et l'avenir de l'Europe, Paris : Éditions Le Bord de l'eau, 2014.

[4] Cédric Durand et Razmig Keucheyam, 'Un césarisme bureaucratique', dans Cédric Durand (dir.), *En finir avec l'Europe*, Paris : La fabrique, 2013.

[5] Op.cit., p. 99.

[6] <http://www.politis.fr/Juncker-dit-non-a-la-Grece-et,29890.html>.

[7] Sur le caractère anti-social et anti-démocratique des politiques d'austerité en Europe, voir Armin Schäfer et Wolfgang Streeck (dir.) 2013, *Politics in an Age of Austerity*, Londres : Polity, 2013.

[8] Frédéric Lordon, 'Ce que l'extrême droite ne nous prendra pas', 2013, <http://blog.mondediplo.net/2013-07-08-Ce-que-l-extreme-droite-ne-nous-prendra-pas>

[9] Q13, §1 (Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, t. III, Paris : Gallimard, 1978-1985, p. 358.).

[10] Q19, §5 (Gramsci, op. cit, t. 5, p. 40).

[11] Lordon, op. cit.

[12] Antonio Negri et Raúl Sánchez Cedillo, "The new left in Europe needs to be radical - and European",

<http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/feb/27/new-left-europe-greece-democratic-capitalism-nato>.

[13] Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste du Parti communiste*, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm>

[14] Étienne Balibar, *Cinq études de matérialisme historique*, Paris : Maspéro, p.96.

[15] Nicos Poulantzas, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, PUF, 1978.

[16] Ibid., p. 233.

[17] Ibid, p. 252.

[18] Ibid, p. 249-252.

[19] Sur ce débat voir Giorgos Kalampokas, Tassos Betzelos et Panagiotis Sotiris, 'State, Political Power and Revolution : Althusser, Poulantzas, Balibar and the "Debate on the State"', présentation au Congrès Historical Materialism London, Novembre 2013. https://www.academia.edu/5106893/State_political_power_and_revolution_Althusser_Poulantzas_Balibar_and_the_Debate_on_the_State_%CE%97%CE%9C_2013_paper

[20] Louis Althusser, *Écrits philosophiques et politiques*, Paris : Stock/IMEC, 1995, p. 468.

[21] Louis Althusser, 22^e congrès, Paris : Maspéro, 1977, p. 54.

[22] Sur l'importance des élaborations de nouvelles constitutions en Amérique latine voir Marta Harnecker, *Rebuilding the Left*, Londres : Zed, 2007.

[23] Nicos Poulantzas, Repères, Paris : Maspero / Dialectiques, p. 177.

[24] Louis Althusser, Solitude de Machiavel, Paris, PUF, 1998, p. 287.

[25] Louis Althusser, Sur la reproduction, Paris, PUF, 1995, p. 261.

[26] *ibid.*, p. 262

[27] Sur la notion gramscienne de "bloc historique", voir Panagiotis Sotiris, »Gramsci et la stratégie de la gauche contemporaine : le « bloc historique comme concept stratégique« », Période,

<http://revueperiode.net/gramsci-et-la-strategie-de-la-gauche-contemporaine-le-bloc-historique-comme-concept-strategique/>

[28] Ethique, IVp47.

[29] Ethique, Vp41 et 41s.